



08-12-2004



102812316

U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE
Patent and Trademark Office

EET

8.9.04

To the Honorable Commissioner of Patents and Trademarks: Please record the attached original documents or copy thereof.

1. Name of conveying party(ies): MATERIAUX CASCADES INC. Additional name(s) of conveying party(ies) attached? ☒ Yes ☐ No		2. Name of receiving party(ies): CASCADES FORMA-PAK INC. Address of receiving party(ies): 404 Marie-Victorin Kingsey Falls, Quebec, J0A 1B0 CANADA Additional name(s)/address(es) of receiving party(ies) attached? ☐ Yes ☒ No	
3. Nature of conveyance: ☐ Assignment ☒ Merger ☐ Security Agreement ☐ Change of Name ☐ Other Execution Date: January 1, 2004			
4. Application number(s) or patent number(s): If this document is being filed together with a new application, the execution date of the application is: A. Patent Application No.: B. Patent No.: 5,125,475 Additional numbers attached? ☐ Yes ☒ No			
5. Name and address of party to whom correspondence concerning document should be mailed: Name: Michel Bélanger OGILVY RENAULT Address: 1981 McGill College Ave., #1600 Montreal, Que., Canada H3A 2Y3 File No.: 8244-18US MB/lcc		6. Total number of applications and patents involved: 1 7. Total fee (37 CFR 3.41): \$40.00 ☐ Enclosed ☒ Authorized to be charged to deposit account 8. Deposit Account number: 19-5113 (Attach duplicate copy of this page if paying by deposit account)	

DO NOT USE THIS SPACE

9. Statement and signature. To the best of my knowledge and belief, the foregoing information is true and correct and any attached copy is a true copy of the original document. Michel Bélanger (Reg. No. 38,015) Name of Person Signing Signature Date August 6, 2004 Total number of pages comprising cover sheet: 2	
---	--

08/11/2004 GTU11

00000078 195113 5125475

01 FC:0021

40.00 DA

CONTINUATION SHEET OF RECORDATION FORM COVER SHEET

1. Additional names of conveying parties:

CASCADES FORMA-PAK INC.

CASCADES EAST ANGUS INC.

CASCADES MULTI-PRO INC.

CASCADES LUPEL INC.

DÉSENCRAGE C.M.D. INC.

PLASTIQUES CASCADES INC.

2851-5351 QUÉBEC INC.

M E R G I N G

WHEREAS, the undersigned, MATERIAUX CASCADES INC. whose full post office address is 161, St-Paul, Louiseville, Quebec, CANADA J5V 2G9, has acquired all right, title and interest in and to invention described in Canadian Patent Application No. 2,363,828, Canadian Patent No. 2,010,250 and United States Patent No. 5,125,475; and

WHEREAS by virtue of a merging of MATERIAUX CASCADES INC. with several companies as enumerated in the attached copy of an amalgamation document (see Annex A) and its English translation (see Annex B), all the right, title and interest in and to invention described in Canadian Patent Application No. 2,363,828, Canadian Patent No. 2,010,250 and United States Patent No. 5,125,475, are transferred to the surviving entity called CASCADES FORMAPAK INC. whose full post address is 404 Marie-Victorin, Kingsey Falls, Quebec, CANADA J0A 1B0;

THEREFORE, in consideration of the merging mentioned in the enclosed copy of an amalgamation document (see Annex A), it is requested that all right, title and interest in and to invention described in Canadian Patent Application No. 2,363,828, Canadian Patent No. 2,010,250 and United States Patent No. 5,125,475 be now in the name of CASCADES FORMAPAK INC..

SIGNED at KINGSEY FALLS, this 1st day of JANUARY, 2004.

By: _____

Name: Pierre Brochu

Title: Assistant Secretary of MATERIAUX CASCADES INC.

WITNESSES

Rene Goyette
Chantal G

CERTIFICAT DE FUSION

Loi sur les compagnies, Partie IA
(L.R.Q., chap. C-38)

J'atteste par les présentes que les compagnies mentionnées dans les statuts de fusion ci-joints ont fusionné le **1ER JANVIER 2004**, en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies, en une seule compagnie sous la dénomination sociale

CASCADES FORMA-PAK INC.

Comme indiqué dans les statuts de fusion ci-joints.

Déposé au registre le 10 janvier 2004
sous le matricule 1143209998

Inspecteur général
des institutions
financières

Québec

Jean St-Gelais
Inspecteur général des institutions financières

1 Dénomination sociale de la compagnie issue de la fusion		1.1
CASCADES FORMA-PAK INC.		☒ Fusion simplifiée
2 District judiciaire du Québec où la compagnie établit son siège	3 Nombre précis ou nombres minimal et maximal d'administrateurs	4 Date d'entrée en vigueur si postérieure à celle du dépôt
Drummond	Minimum 1 Maximum 10	2004-01-01
5 Description du capital-actions		
Voir Annexe A, laquelle fait partie intégrante des présentes		
6 Restrictions sur le transfert des actions, le cas échéant		
Voir Annexe B, laquelle fait partie intégrante des présentes		
7 Limites imposées à son activité, le cas échéant		
N/A		
8 Autres dispositions		
Voir Annexe C, laquelle fait partie intégrante des présentes		
Dénomination sociale des compagnies qui fusionnent		Signature d'un administrateur autorisé
CASCADES FORMA-PAK INC.		<i>Marc Plamondon</i>
CASCADES EAST ANGUS INC.		<i>Marc Plamondon</i>
CASCADES MULTI-PRO INC.		<i>Marc Plamondon</i>
CASCADES LUPEL INC.		<i>Marc Plamondon</i>
DÉSENCRAGE C.M.D. INC.		<i>Marc Plamondon</i>
MATÉRIAUX CASCADES INC.		<i>Marc Plamondon</i>
PLASTIQUES CASCADES INC.		<i>Marc Plamondon</i>
2851-5351 QUÉBEC INC.		<i>Marc Plamondon</i>

Si l'espace est insuffisant, joindre une annexe en deux (2) exemplaires.

Réservé à l'administration

C-216 (Rév. 2002-06)



Gouvernement du Québec
Déposé le

18 DEC. 2003

L'Inspecteur général des
Institutions financières

ANNEXE A

relative au

CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions illimité de la compagnie se compose de trois (3) catégories d'actions qui comportent les droits, privilèges, conditions et restrictions suivants:

A) ACTIONS DE CATEGORIE "A": Le nombre des actions de la catégorie "A" est illimité; ces actions sont sans valeur nominale et comportent les droits, privilèges, conditions et restrictions suivants:

1) Dividende et participation. Sous réserve des droits et privilèges conférés par les autres catégories d'actions, les actionnaires de la catégorie "A" ont droit de:

a) participer aux biens, profits et surplus d'actif de la compagnie et, à cette fin, recevoir tout dividende déclaré par la compagnie; et

b) partager le reliquat des biens lors de la liquidation de la compagnie.

2) Droit de vote. Les actionnaires de la catégorie "A" ont droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, et chaque action de la catégorie "A" leur confère un (1) vote, sauf lors d'une assemblée où le droit de vote se limite aux actionnaires d'une autre catégorie.

B) ACTIONS DE CATEGORIE "B": Le nombre des actions de la catégorie "B" est illimité; ces actions sont sans valeur nominale et comportent les droits, privilèges, conditions et restrictions suivants:

1) Dividende. Lorsque la compagnie déclare un dividende, les actionnaires de la catégorie "B" ont droit de recevoir, jusqu'à concurrence du dividende déclaré, en priorité sur les actionnaires des catégories "A" et "C", à même les fonds applicables

au versement de dividendes, un dividende annuel, non cumulatif au taux préférentiel des prêts commerciaux de l'institution financière de la compagnie à la date de la déclaration du dividende moins deux pour cent (2%), par année, sur le montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "B"; il incombe aux administrateurs d'en déterminer le moment et les modalités de versement.

2) Remboursement. Si, pour tout motif, et notamment au cas de dissolution, de liquidation volontaire ou de liquidation forcée, il y a répartition des biens de la compagnie, les actionnaires de la catégorie "B" ont droit, en priorité sur les actionnaires des catégories "A" et "C", au remboursement du montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "B", auquel s'ajoute le montant des dividendes déclarés, mais non versés sur les actions de la catégorie "B".

3) Participation additionnelle. Les actions de la catégorie "B" ne confèrent aucun autre droit de participation aux profits ou aux surplus d'actif de la compagnie.

4) Droit de vote. Sous réserve des dispositions de la LOI SUR LES COMPAGNIES, les actionnaires de la catégorie "B" n'ont pas, à ce seul titre, droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie ni droit d'assister à celles-ci ou d'en recevoir l'avis de convocation.

5) Droit de rachat. Sous réserve des dispositions de l'article 123.54 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, les actionnaires de la catégorie "B" ont, en tout temps et sur demande écrite, droit d'exiger le rachat par la compagnie de la totalité ou d'une partie de leurs actions, à un prix égal au montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "B", auquel s'ajoute, le cas échéant, le montant que verse la compagnie au titre des dividendes déclarés, mais non versés sur ces actions de la catégorie "B". La compagnie procède au rachat dès la réception de la demande de rachat, et dispose, à compter de cette date, d'un délai de trente (30) jours pour verser aux anciens actionnaires de la catégorie "B" le prix du rachat de leurs actions. Si les dispositions de l'article 123.54 de la LOI SUR LES COMPAGNIES ne lui permettent pas de respecter ce délai, la compagnie verse une première partie du prix de rachat à l'intérieur du délai de trente (30) jours, et verse tout solde impayé aussitôt qu'elle peut légalement le faire.

Les actions de la catégorie "B", ainsi rachetées à la demande d'un actionnaire, sont annulées à la date de leur rachat, et la compagnie réduit, conformément aux dispositions de l'article 123.51 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "B".

6) Droit d'achat. Sous réserve des dispositions de l'article 123.56 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la compagnie peut, lorsqu'elle le juge à propos et sans donner avis ni tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré et au meilleur prix possible, la totalité ou une partie des actions de la catégorie "B" en circulation.

Les actions de la catégorie "B" ainsi achetées sont automatiquement annulées à la date de leur achat, et la compagnie réduit, conformément aux dispositions de l'article 123.51 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "B".

7) Droit de veto. Aucune conversion des actions de la catégorie "B", et aucune création d'actions de d'autres catégories sur le même rang ou prenant rang antérieurement aux actions de la catégorie "B" ne pourront être autorisées et les dispositions ci-dessus se rapportant aux actions de la catégorie "B" ne pourront être modifiées, ni non plus celles se rapportant aux actions de d'autres catégories, de manière à conférer à ces actions des droits ou privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux actions de la catégorie "B", à moins que cette création, conversion ou modification n'ait été approuvée par le vote d'au moins les 3/4 des actions de la catégorie "B" représentées par leurs détenteurs présents ou représentés à une assemblée spéciale ou générale spéciale convoquée à cette fin, en plus des autres formalités prévues par la LOI SUR LES COMPAGNIES.

C) ACTIONS DE CATEGORIE "C": Le nombre des actions de la catégorie "C" est illimité; ces actions sont sans valeur nominale et comportent les droits, privilèges, conditions et restrictions suivants:

1) Dividende. Lorsque la compagnie déclare un dividende, les actionnaires de la catégorie "C" ont droit de recevoir, jusqu'à concurrence du dividende déclaré, en priorité sur les actionnaires de la catégorie "A", mais subséquemment aux actionnaires de la catégorie "B", à même les fonds applicables au versement

de dividendes, un dividende annuel, non cumulatif au taux préférentiel des prêts commerciaux de l'institution financière de la compagnie à la date de la déclaration du dividende moins deux pour cent (2%), par année, sur le montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "C"; il incombe aux administrateurs d'en déterminer le moment et les modalités de versement.

2) Remboursement. Si, pour tout motif, et notamment au cas de dissolution, de liquidation volontaire ou de liquidation forcée, il y a répartition des biens de la compagnie, les actionnaires de la catégorie "C" ont droit, en priorité sur les actionnaires de la catégorie "A", mais subséquentement aux actionnaires de la catégorie "B", au remboursement du montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "C", auquel s'ajoute le montant des dividendes déclarés, mais non versés sur les actions de la catégorie "C".

3) Participation additionnelle. Les actions de la catégorie "C" ne confèrent aucun autre droit de participation aux profits ou aux surplus d'actif de la compagnie.

4) Droit de vote. Sous réserve des dispositions de la LOI SUR LES COMPAGNIES, les actionnaires de la catégorie "C" n'ont pas, à ce seul titre, droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie ni droit d'assister à celles-ci ou d'en recevoir l'avis de convocation.

5) Droit de rachat unilatéral. Sous réserve des dispositions de l'article 123.53 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la compagnie peut, lorsqu'elle le juge à propos et sur avis écrit de trente (30) jours, racheter unilatéralement les actions de la catégorie "C" à un prix égal au montant versé pour ces actions à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "C", auquel s'ajoute le montant des dividendes déclarés, mais non versés sur ces actions. Si la compagnie procède à un rachat partiel, celui-ci s'effectue proportionnellement au nombre des actions de la catégorie "C" en circulation, sans tenir compte des fractions d'actions.

Les actions de la catégorie "C" ainsi rachetées sont annulées à la date de leur rachat, et la compagnie réduit, conformément aux dispositions de l'article 123.51 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "C".

6) Droit d'achat. Sous réserve des dispositions de l'article 123.56 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la compagnie peut, lorsqu'elle le juge à propos et sans donner avis ni tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré et au meilleur prix possible, la totalité ou une partie des actions de la catégorie "C" en circulation.

Les actions de la catégorie "C" ainsi achetées sont automatiquement annulées à la date de leur achat, et la compagnie réduit, conformément aux dispositions de l'article 123.51 de la LOI SUR LES COMPAGNIES, la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé qui est afférente aux actions de la catégorie "C".

7) Droit de veto. Aucune conversion des actions de la catégorie "C", et aucune création d'actions de d'autres catégories sur le même rang ou prenant rang antérieurement aux actions de la catégorie "C" ne pourront être autorisées et les dispositions ci-dessus se rapportant aux actions de la catégorie "C" ne pourront être modifiées, ni non plus celles se rapportant aux actions de d'autres catégories, de manière à conférer à ces actions des droits ou privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux actions de la catégorie "C", à moins que cette création, conversion ou modification n'ait été approuvée par le vote d'au moins les 3/4 des actions de la catégorie "C" représentées par leurs détenteurs présents ou représentés à une assemblée spéciale ou générale spéciale convoquée à cette fin, en plus des autres formalités prévues par la LOI SUR LES COMPAGNIES.

ANNEXE B

relative aux

RESTRICTIONS SUR LA CESSION

DES ACTIONS

Aucune cession d'actions de la compagnie ne pourra s'effectuer sans le consentement des administrateurs, lequel devra être attesté par une résolution du conseil d'administration. Ce consentement peut toutefois être donné après que la cession ait été enregistrée dans le livre de la compagnie, auquel cas celui-ci sera valide et prendra effet rétroactivement à la date de l'enregistrement de la cession d'actions.

ANNEXE C

relative aux

AUTRES DISPOSITIONS

1. Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à cinquante, déduction faite de ceux qui sont ou ont été salariés de la compagnie ou d'une filiale; deux personnes ou plus qui détiennent en commun une ou plusieurs actions sont comptées comme un seul actionnaire;
2. Tout appel public à l'épargne par la compagnie est interdit.
3. Les administrateurs pourront, lorsqu'ils le jugeront opportun:
 - a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;
 - b) émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
 - c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 27 et suivants de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., c. P-16), ou de toute autre manière;
 - d) hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie.

1 Corporate name of the amalgamated company CASCADES FORMA-PAK INC.		
2 Judicial district of Québec where the company has its head office Drummond	3 Exact number or maximum and minimum no. of directors Minimum: 1 Maximum: 10	4 Effective date if later than filing date 2004-01-01
5 Description of share capital See Schedule "A", which forms an integral part hereof.		
6 Restrictions on share transfers, if any See Schedule "B", which forms an integral part hereof.		
7 Limitations on its activities, if any N/A		
8 Other provisions See Schedule "C", which forms an integral part hereof.		
Corporate name of the amalgamating companies		Signature of an authorized director
CASCADES FORMA-PAK INC.		/S/ MARIO PLOURDE
CASCADES EAST ANGUS INC.		/S/ MARIO PLOURDE
CASCADES MULTI-PRO INC.		/S/ MARIO PLOURDE
CASCADES LUPEL INC.		/S/ MARIO PLOURDE
DÉSENCRAGE C.M.D. INC.		/S/ MARIO PLOURDE
MATÉRIAUX CASCADES INC.		/S/ MARIO PLOURDE
PLASTIQUES CASCADES INC.		/S/ MARIO PLOURDE
2851-5351 QUÉBEC INC.		/S/ MARIO PLOURDE

If insufficient space, attach a schedule

Reserved for administration

Government of Québec
Filed DEC. 18, 2003

Inspector General of Financial Institutions



DAB MULTIMEDIA

SCHEDULE "A"

regarding

SHARE CAPITAL

The share capital of the Company is unlimited and consists of three (3) classes of shares carrying the following rights, privileges, conditions and restrictions:

A) CLASS "A" SHARES: The number of Class "A" shares is unlimited; these shares have no par value and carry the following rights, privileges, conditions and restrictions:

- 1) Dividends and Participation. Subject to the rights and privileges attached to the other classes of shares, the Class "A" shareholders shall be entitled to:
 - a) participate in the property, profits and asset surplus of the Company and for such purpose receive any dividends declared by the Company; and
 - b) share in the remaining property upon the liquidation of the Company.
- 2) Voting Rights. The Class "A" shareholders shall be entitled to vote at any meetings of the shareholders of the Company, and each Class "A" share shall entitle them to one (1) vote, except at meetings where the right to vote is limited to shareholders of another class.

B) CLASS "B" SHARES: The number of Class "B" shares is unlimited; these shares have no par value and carry the following rights, privileges, conditions and restrictions:

- 1) Dividends. When the Company declares a dividend, the Class "B" shareholders shall be entitled to receive, up to the amount of the dividend declared, in priority to the Class "A" and "C" shareholders, and out of the funds available for the payment of dividends, an annual and non-cumulative dividend at the prime rate charged on commercial loans by the financial institution of the Company on the date the dividend is declared less two percent (2%) per annum, on the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to Class "B" shares, and the date, time and terms of payment shall be determined by the directors.
- 2) Return of Capital. If, for any reason, and in particular in the event of dissolution, voluntary winding-up or forced liquidation, there is a

distribution of the assets of the Company, the Class "B" shareholders shall be entitled, in priority to the Class "A" and "C" shareholders, to reimbursement of the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to the Class "B" shares, plus the amount of all declared but unpaid dividends on the Class "B" shares.

- 3) Additional Participation. The Class "B" shares shall not confer any other right to participate in the profits or asset surpluses of the Company.
- 4) Voting Rights. Subject to the provisions of the COMPANIES ACT, the Class "B" shareholders shall not, in this sole capacity, be entitled to vote at meetings of the shareholders of the Company or entitled to attend same or receive notices of meetings.
- 5) Right of Redemption. Subject to the provisions of Section 123.54 of the COMPANIES ACT, the Class "B" shareholders shall have, at all times, upon written request, the right to require that all or part of their shares be redeemed by the Company at a price equal to the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to the Class "B" shares, plus, where applicable, the amount paid by the Company as declared but unpaid dividends on such Class "B" shares. The Company shall redeem the shares upon receiving the request for redemption and shall have, as of such date, a period of thirty (30) days to pay the former Class "B" shareholders the redemption price for their shares. If the provisions of Section 123.54 of the COMPANIES ACT do not allow it to abide by such time limit, the Company shall pay a portion of the redemption price within the thirty (30)-day period, and shall pay any unpaid balance as soon as it can legally do so.

The Class "B" shares so redeemed at the option of their holders shall be cancelled on the date of redemption, and the Company shall reduce, in accordance with the provisions of Section 123.51 of the COMPANIES ACT, the subdivision of its issued and paid-up share capital account relating to the Class "B" shares.

- 6) Right to Purchase. Subject to the provisions of Section 123.56 of the COMPANIES ACT, the Company may, when it deems appropriate, without giving any notice or taking into account the other classes of shares, purchase by private agreement and at the best price possible, all or part of the Class "B" shares outstanding.

The Class "B" shares so purchased shall be automatically cancelled on the date of purchase, and the Company shall reduce, in accordance with the

provisions of Section 123.51 of the COMPANIES ACT, the subdivision of its issued and paid-up share capital account relating to the Class "B" shares.

- 7) Veto Right. No conversion of the Class "B" shares and no creation of shares of any other classes ranking *pari passu* or prior to the Class "B" shares may be authorized and the above provisions relating to the Class "B" shares shall not be amended, nor can those relating to the shares of other classes, so as to confer on such shares rights or privileges equal to or greater than those attaching to the Class "B" shares, unless such creation, conversion or amendment has been approved by a vote of at least $\frac{3}{4}$ of the Class "B" shares represented by their holders being present or represented at a special or special general meeting called for such purpose, in addition to the other procedures set forth in the COMPANIES ACT.

C) CLASS "C" SHARES: The number of Class "C" shares is unlimited; these shares have no par value and carry the following rights, privileges, conditions and restrictions:

- 1) Dividends. When the Company declares a dividend, the Class "C" shareholders shall be entitled to receive, up to the amount of the dividend declared, in priority to the Class "A" shareholders, but after the Class "B" shareholders, and out of the funds available for the payment of dividends, an annual, non-cumulative dividend at the prime rate charged on commercial loans by the financial institution of the Company on the date the dividend is declared less two percent (2%) per annum, on the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to Class "C" shares, and the date, time and terms of payment shall be determined by the directors.
- 2) Return of Capital. If, for any reason, and in particular in the event of dissolution, voluntary winding-up or forced liquidation, there is a distribution of the assets of the Company, the Class "C" shareholders shall be entitled, in priority to the Class "A" shareholders, but after the Class "B" shareholders, to reimbursement of the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to the Class "C" shares, plus the amount of all declared but unpaid dividends on the Class "C" shares.
- 3) Additional Participation. The Class "C" shares shall not confer any other right to participate in the profits or asset surpluses of the Company.
- 4) Voting Rights. Subject to the provisions of the COMPANIES ACT, the Class "C" shareholders shall not, in this sole capacity, be entitled to vote

at meetings of the shareholders of the Company or entitled to attend same or to receive notices of meetings.

- 5) Unilateral Right of Redemption. Subject to the provisions of Section 123.53 of the COMPANIES ACT, the Company may, when it deems appropriate and on thirty (30) days' written notice, unilaterally redeem the Class "C" shares at a price equal to the amount paid for such shares in the subdivision of the issued and paid-up share capital account relating to the Class "C" shares, plus the amount of all declared but unpaid dividends on such shares. In the event of a partial redemption, the shares shall be redeemed on a pro rata basis according to the number of Class "C" shares outstanding, without taking into account fractional shares.

The Class "C" shares so redeemed shall be cancelled on the date of redemption, and the Company shall reduce, in accordance with the provisions of Section 123.51 of the COMPANIES ACT, the subdivision of its issued and paid-up share capital account relating to the Class "C" shares.

- 6) Right to Purchase. Subject to the provisions of Section 123.56 of the COMPANIES ACT, the Company may, when it deems appropriate, without giving any notice or taking into account the other classes of shares, purchase by private agreement and at the best price possible, all or part of the Class "C" shares outstanding.

The Class "C" shares so purchased shall be automatically cancelled on the date of purchase, and the Company shall reduce, in accordance with the provisions of Section 123.51 of the COMPANIES ACT, the subdivision of its issued and paid-up share capital account relating to the Class "C" shares.

- 7) Veto Right. No conversion of the Class "C" shares and no creation of shares any the other classes ranking *pari passu* or prior to the Class "C" shares may be authorized and the above provisions relating to the Class "C" shares shall not be amended, nor can those relating to the shares of other classes, so as to confer on such shares rights or privileges equal to or greater than those attaching to the Class "C" shares, unless such creation, conversion or amendment has been approved by a vote of at least $\frac{3}{4}$ of the Class "C" shares represented by their holders being present or represented at a special or special general meeting called for such purpose, in addition to the other procedures set forth in the COMPANIES ACT.

SCHEDULE "B"

regarding

RESTRICTIONS ON TRANSFERS

OF SHARES

No transfers of the Company's shares may be made without the consent of the directors, which shall be evidenced by a resolution of the Board of Directors. However, such consent may be given after the transfer has been registered in the books of the Company, in which case it shall be valid and shall become effective retroactively to the date of registration of the transfer of shares.

SCHEDULE "C"

regarding

OTHER PROVISIONS

1. The number of shareholders of the Company shall be limited to fifty, excluding those presently or formerly employed by the Company or a subsidiary; two or more persons holding one or more shares jointly shall be counted as a single shareholder;
2. Any public offerings by the Company are prohibited.
3. The directors may, when they deem appropriate:
 - a) borrow funds on the credit of the Company;
 - b) issue debentures or other securities of the Company and grant security on them or sell them for the price and sum deemed appropriate;
 - c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable and immovable property of the Company, present or future, to guarantee the payment of such debentures or other security, or give only partial security for the same purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned above by trust deed, in accordance with Sections 27 and following of the *Special Corporate Powers Act* (R.S.Q., c. P-16), or in any other manner;
 - d) hypothecate or pledge immovables, or pledge or otherwise charge the movable property of the Company, or grant these various types of guarantee to secure the payment of borrowings made otherwise than by the issuance of debentures, as well as the payment or performance of other debts, contracts and undertakings of the Company.